

FORUM



DE LA SEMAINE

250 F

Grand Quotidien Privé Togolais d'Information et d'Analyse

18^{ème} année N° 2712 du Jeudi 28 Mai 2020

Politique/Accord UFC/RPT

10 ans après,
Isaac Tiakpé ne
regrette rien P.3

site : <http://www.forumdelasemaine.com>



+ DE 15
Nouvelles
CHAINES

22 22 65 65
CANALPLUSTOGO

LES BOUQUETS
CANAL+

Traitement de la Covid-19

Le Togo poursuit avec la Chloroquine



Société

Un halo solaire
aperçu dans le ciel
ce mercredi matin P.4




Togocel
Togotelecom

**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**

Conférence de presse donnée par le Conseiller d'État et Ministre des Affaires étrangères Wang Yi sur la politique étrangère et les relations extérieures de la Chine (Suite)

Radio Chine Internationale : Comment voyez-vous le rôle de l'OMS ? Quelle est la proposition de la Chine sur la réforme de l'organisation ?

Wang Yi : L'OMS est une institution spécialisée des Nations Unies et joue un rôle central de coordination dans la cause de la santé publique mondiale. Le Dr Tedros, son Directeur général élu à une large majorité, a la pleine confiance de la communauté internationale. Le fait qu'il vient du continent africain signifie que les pays en développement occupent une place de plus en plus importante au sein des organisations internationales.

Lors de la dernière Assemblée mondiale de la Santé, le Président Xi Jinping, dans son allocution à l'ouverture de l'événement, a salué la contribution importante de l'OMS à la lutte internationale contre le virus. Les différents pays ont aussi exprimé leur soutien ferme à l'organisation. La justice est dans le cœur de chacun. Le statut international et l'évaluation historique de l'OMS ne sauraient être remis en cause au gré de la volonté de tel ou tel pays. Celui qui cherche à salir l'OMS finira par se salir lui-même.

Depuis le début du COVID-19, sous la conduite de son Directeur général le Dr Tedros, l'OMS a toujours adopté, à chaque instant clé, une attitude scientifique, fourni à temps des recommandations professionnelles et bien accompli sa mission. Comme les faits l'ont montré, les pays qui ont pris au sérieux et bien suivi les recommandations de l'OMS dans leur combat contre le virus sont parvenus à contrôler efficacement la situation, tandis que ceux qui les ont négligées ou rejetées ont payé un prix lourd.

Je dois encore souligner que l'OMS est une organisation internationale composée



de 194 États souverains. Elle ne sert pas exclusivement un pays particulier ni ne doit se soumettre à la volonté du pays qui donne le plus d'argent. Face au COVID-19, tous les attaques et chantages contre l'OMS sont des actes dénués du minimum d'esprit humanitaire et ne seront pas acceptés par la communauté internationale.

Rien n'est plus précieux que la vie humaine. Notre premier souci doit être celui de sauver des vies. Soutenir l'OMS, c'est soutenir l'effort de sauver des vies. C'est un choix que tout pays de conscience doit faire.

Concernant la réforme de l'OMS, en réalité, après chaque grande épidémie, l'OMS dresse toujours un bilan complet. Ce que nous devons faire, c'est de poursuivre le multilatéralisme, et non de l'abandonner. C'est de soutenir l'OMS, et non de l'affaiblir. La résolution de la 73e Assemblée mondiale de la Santé a donné

des explications claires en la matière. Nous estimons que l'on peut commencer par agir, en priorité, dans les trois domaines suivants : d'abord, au niveau institutionnel et réglementaire, il faut éliminer les interférences des facteurs politiques, respecter les avis scientifiques et professionnels, et s'abstenir de toute pratique de politisation et de stigmatisation. Ensuite, il faut donner plus de ressources à l'OMS pour accroître sa capacité à faire face aux crises mondiales de santé publique. Enfin, il faut adopter le concept de la communauté de santé pour l'humanité et accroître le soutien au renforcement des capacités en matière de santé publique des pays en développement.

Kazinform : Quelles sont les mesures que la Chine prendra pour la reprise de la coopération dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route », qui a subi des impacts du COVID-19 ?

Wang Yi : Il est vrai que le COVID-19 a affecté la coopération dans le cadre de l'Initiative « la Ceinture et la Route », mais cet impact est temporaire et partiel. Du point de vue global et sur le long terme, cette coopération sortira de l'épreuve avec une base plus solide, un dynamisme plus fort et un avenir plus prometteur.

La base de l'Initiative « la Ceinture et la Route » provient des bénéfices directs qu'elle a apportés aux peuples des pays partenaires. Depuis le lancement de cette initiative il y a sept ans, la Chine a signé avec 138 pays des documents de coopération dans le cadre de cette initiative et développé conjointement plus de 2 000 projets de coopération pour contribuer à la création de nombreux postes d'emploi. En cette période, un grand nombre de projets d'infrastructures et de bien-être social dans le cadre de cette initiative ont joué un rôle important dans la lutte contre le COVID-19. Par exemple, les projets énergétiques du corridor Chine-Pakistan resteront opérationnels et assurent un tiers de l'approvisionnement en électricité au Pakistan. Et au moment où le transport a été suspendu et annulé dans une grande partie de la région, le nombre de trains de fret Chine-Europe a augmenté de 24% de janvier à avril en glissement annuel, et le volume des marchandises transportées, de 27%, dont près de 8 000 tonnes de matériels contre le COVID-19. Cette liaison ferroviaire est une véritable « route de la vie » reliant l'Asie et l'Europe.

Le dynamisme de l'Initiative « la Ceinture et la Route » provient de la ferme détermination de ces pays pour un développement commun. Depuis sept ans, le commerce des marchandises de la Chine

avec les pays partenaires a dépassé 7 800 milliards de dollars américains, et les investissements chinois directs dans ces pays ont dépassé 110 milliards de dollars. Bien qu'impactés par le COVID-19, les investissements chinois dans ces pays ont augmenté de 11,7% pour le premier trimestre, et le volume commercial, de 3,2%. Les projets comme le chemin de fer Chine-Laos, le chemin de fer Hongrie-Serbie, la centrale au fioul et au gaz naturel du Cambodge et le quartier d'affaires de la nouvelle capitale administrative de l'Égypte progressent solidement. Beaucoup de projets mis à l'arrêt temporairement ont récemment redémarré. Tout cela insufflé une impulsion forte à la lutte contre le COVID-19 et à la reprise de l'économie dans les différents pays.

L'avenir de l'Initiative « la Ceinture et la Route » provient de l'élargissement des champs de coopération. Au sortir du COVID-19, les différents pays auront une plus forte aspiration pour développer l'économie et garantir le bien-être social. Ils auront un besoin beaucoup plus grand de renforcer la coopération en matière de santé publique. La Chine travaillera avec les pays partenaires à promouvoir énergiquement la construction d'une « Route de la soie de la Santé » et à organiser en temps opportun une visioconférence de haut niveau pour mieux protéger la vie et la santé des peuples. Nous travaillerons également à construire une « Route de la soie numérique » pour développer davantage de pôles de croissance pour le développement économique des différents pays et apporter une impulsion plus forte à la reprise économique dans le monde.

En un mot, la confiance et la *Suite à la page 7*

COVID-19

6 gestes simples à adopter pour se protéger

L'évolution de la situation liée au coronavirus (COVID-19) est imprévisible et chacun doit donc se tenir régulièrement informé. Vous pouvez réduire le risque d'être infecté ou de propager la COVID-19 en prenant quelques précautions simples.

Voici des mesures annoncées par l'OMS et le gouvernement pour se mettre à l'abri de la pandémie et éviter aussi sa propagation.

1. Se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Se laver les mains, conseillent les médecins, avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos mains.

2. Maintenir une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes qui toussent ou qui éternuent.

Lorsqu'une personne



tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes qui peuvent contenir le virus. « Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler ces gouttelettes et donc le virus responsable de la COVID-19 si la personne qui toussé en est porteuse », renseignent les Agents de la santé.

3. Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche.

Reçu en début de semaine sur une radio locale, le

colonel médecin, Dr Djibril Mohama conseille d'« éviter de porter régulièrement les mains sur le visage » en ces moments. Les mains, renseigne-t-il, sont en contact avec de nombreuses surfaces qui peuvent être contaminées par le virus. « Si vous touchez les yeux, le nez ou la bouche, le virus peut pénétrer dans votre organisme et vous pouvez tomber malade », prévient le médecin.

4. Veillez à respecter les règles d'hygiène

respiratoire et à ce que les personnes autour de vous en fassent autant. En cas de toux ou d'éternuement, il faut se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude, ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après.

Les gouttelettes respiratoires, selon les spécialistes, propagent des virus. En respectant les règles d'hygiène respiratoire, vous protégez les personnes autour de vous de virus tels que ceux

responsables du rhume, de la grippe ou de la COVID-19.

5. Si vous ne vous sentez pas bien, restez chez vous. En cas de fièvre, de toux et de dyspnée, appelez le « 111 »

Ce sont les autorités nationales et locales qui disposent des informations les plus récentes sur la situation de la pandémie. Si vous appelez ce numéro en cas d'apparition des symptômes ou en présence d'un cas suspect, vous recevrez d'utiles conseils et consignes.

6. Informez-vous constamment pour savoir quelles sont les villes ou les zones où la COVID-19 se propage à grande échelle.

Il est important de s'informer régulièrement pour savoir l'évolution de la pandémie dans le pays. Si possible, évitez des sorties ou voyages inutiles. *ogotopnews*

Notation « investment grade » de l'agence Moody's

Politique/accord UFC/RPT

La BOAD garde le cap pour la 5ème année consécutive

10 ans après, Isaac Tiakpé ne regrette rien

« La Banque Ouest Africaine de Développement BOAD, a été notifiée par l'agence Moody's de la reconduction de sa notation « Investment Grade » « Baa1 » avec une perspective stable », note dans un communiqué de l'institution bancaire du 25 mai 2020.

Le 26 mai 2010, un accord qualifié d'historique a été signé par l'Union des Forces du Changement (UFC) et le Rassemblement du peuple Togolais (RPT), devenu aujourd'hui Union pour la République (UNIR). 10 ans après cet accord, l'on ne regrette rien dans les rangs de l'UFC. C'est d'ailleurs ce qu'estime Isaac Tiakpé dans une interview accordée à nos confrères de radio kanal Fm. Pour ce membre du parti au palmier rouge, cet accord a permis d'inscrire sur l'échiquier togolais une « dynamique du compromis ».



Cette note vient confirmer la solidité des fondamentaux de la Banque, malgré les effets induits par la pandémie de la covid19 qui touche également les économies des pays de la zone UEMOA. Il s'agit d'un satisfecit pour notre institution dont la note a été confirmée année après année depuis maintenant 5 ans par les agences de notation internationales.



De même, à l'issue de sa revue annuelle, l'Agence Fitch confirme à son tour la note « Investment Grade » « BBB » de la BOAD assortie d'une perspective négative liée à la prise en compte de facteurs macroéconomiques exogènes à la Banque, de même qu'à l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). Cette implication ne remet nullement en cause les fondamentaux de la banque, de même que la qualité intrinsèque de sa signature qui demeure l'une des 5 meilleures sur le continent africain sur la base de son rating.

membres, sous forme d'emprunts dont le montant cumulé au fil des années s'élève à date à plus de 1 400 milliards de FCFA (soit 2,1 milliards d'euros).»

Selon le Président ADOVELANDE, « Avec la confirmation de la notation « Investment Grade » de la Banque, ces deux importantes agences nous permettent de renouveler notre message de confiance aux investisseurs internationaux qui accordent à la BOAD depuis maintenant 5 ans des concours financiers pour le financement de ses interventions en faveur de ses Etats

A travers la reconduction de ces notes, c'est l'excellente gestion de l'Institution par son Président Christian ADOVELANDE qui est reconnue une fois de plus au plan international, la parfaite exécution des missions qui sont dévolues à l'Institution qui est relevée mais aussi la solidité de sa politique de gestion des risques qui est ainsi récompensée.

l'UEMOA pour un montant total d'engagements de 5 817,8 milliards FCFA (soit 8,8 milliards d'Euros) toutes opérations confondues. Après avoir achevé son plan stratégique 2013-2019 en décembre dernier avec 2 281,5 milliards de FCFA (soit 3,4 milliards d'Euros) d'engagements cumulés sur la période, elle s'attèle à boucler son nouveau plan stratégique quinquennal qui couvrira la période 2021-2025 avec des ambitions toujours plus proches des attentes de ses pays membres et des besoins des populations, tout en prenant en compte la problématique spécifique de la covid19.

En 47 ans d'existence, la Banque a financé plus de 1 200 projets pour le compte des Etats membres et des entreprises du secteur privé de

Horizon-news.net
NB : Titre retouché

« Nous avons démontré que la politique est l'art du compromis. Ce compromis, c'est de pousser ceux qui étaient nos adversaires, le RPT, à comprendre que l'alternance doit se faire, mais dans des conditions pacifiques sans que ce soit comprise comme une revanche », a déclaré Isaac Tiakpé.

Malgré cette longue traversée du désert avec la signature de cet accord qui a désormais 10 ans, le parti de Gilchrist Olympio à travers la voix de l'un de ses conseillers n'abandonne pas son objectif premier. Celui de conquérir de pouvoir mais de façon pacifique.

« Nous sommes encore en quête du pouvoir. Notre démarche est une démarche à long terme. Aujourd'hui, nous sommes dans une phase de reconstruction, de formation de cadres, des élites, de redéfinition de notre stratégie et je pense, sans optimisme

béat, que dans une dizaine d'années, nous aurons la capacité de pouvoir concourir valablement avec le parti au pouvoir qui, rappelons-le, a une expertise et une expérience qui le mettent en position de force », se convainc le conseiller spécial de Gilchrist Olympio, président national de l'UFC.

Isaac Tiakpé poursuit que le parti « Détéia » est actuellement dans une phase de « refondation ». Une sorte de recul pour bien sauter. Et c'est l'une des raisons pour laquelle le parti n'a pas présenté son candidat à la présidentielle du 22 février dernier.

« Il y a un travail qui s'effectue en interne, dans le silence, pour davantage se positionner en 2025 et être en mesure de concourir à pied égal avec le candidat du parti au pouvoir », a-t-il conclu.

Avec icilome.com

Sports

Dr Pierre Lamadokou dévoile tout sur l'arrêt définitif des D1 et D2

En session extraordinaire ce 26 mai 2020, le comité exécutif de la Fédération Togolaise de Football (FTF) a pris un certain nombre de mesures, notamment l'arrêt définitif des championnats nationaux D1 et D2. Dans une interview accordée aux confrères de la radio Kanal FM ce mercredi, Dr Pierre Lamadokou, Secrétaire Général de la FTF, donne les détails sur cette décision.

« Vous n'êtes pas sans savoir qu'avec la pandémie du coronavirus, le gouvernement a décrété l'état d'urgence sanitaire qui couvre une période de 3 mois. Du coup, toutes nos compétitions ont été suspendues, et même si l'Etat venait à lever l'état d'urgence sanitaire, on ne peut plus rattraper le temps perdu. Etant donné que nous devons toujours continuer à respecter les mesures barrières, pour pouvoir jouer dans ces conditions, cela suppose que nous devons être en mesure de faire des tests de dépistage pour les joueurs à chaque match. Donc tout cela c'est des dépenses, nous n'avons pas ces moyens-là. Et c'est par rapport à cela que nous avons décidé de suspendre les championnats », a expliqué le SG de la FTF.



que le championnat n'est pas arrivé à son terme, nous avons décidé que les mieux classés au niveau de la D2 puissent accéder à la D1 et que les mieux classés au niveau de la D1 puissent jouer les compétitions internationales. C'est inadmissible qu'on relègue les clubs, alors que les championnats ne sont pas encore terminés », a poursuivi Dr Pierre Lamadokou.

Il précise que la FTF a déjà pris la mesure de la chose, surtout que lors de la saison prochaine, le championnat D1 sera joué à 16 clubs.

icilome.com

Traitement de la Covid-19

Le Togo poursuit avec la Chloroquine

Contrairement à la France et à d'autres pays qui ont arrêtés la Chloroquine dans le protocole de traitement des patients atteints de la Covid-19, le Togo ne fera pas la même chose. Les précisions sur le sujet ont été données par le médecin Colonel Mohaman Djibril, responsable de la CNGR Covid-19. Pour ce dernier, le Togo poursuit le traitement avec la Chloroquine, un médicament très connu en Afrique en général, au Togo, en particulier.



« Nous avons commencé à utiliser la chloroquine et nous n'avons pas encore vu des situations nous amenant à l'arrêter. Donc pour l'instant, nous continuons l'utilisation de la chloroquine chez nous ». C'est ce qu'a déclaré le chargé de la coordination nationale de gestion de la riposte à la covid-19 (CNGR) hier mercredi lors du point hebdomadaire.

ces compatriotes ont été testés positifs. Un suivi a-t-il dit, est fait aux autres.

Pour le colonel médecin, « c'est tirer une conclusion biaisée en attribuant la surmortalité à la chloroquine seulement alors qu'il y a d'autres facteurs confondants ».

Le responsable de la CNGR Covid-19 dans la suite de son intervention s'est tout de même réjoui de la situation actuelle. Laquelle situation qui voit la courbe de contamination chutée comparativement aux chiffres donnés il y a quelques moments.

Au cours de la rencontre, la question liée aux 150 Togolais revenus samedi dernier au bercail était sur la table. Selon les informations données par le Colonel Mohaman Djibril, cinq (5) parmi

« Les choses sont en train de se normaliser par rapport à l'évolution de ces cas par semaine. Il faut intensifier la communication et la sensibilisation au niveau des communautés. Que tout le

monde soit sensibilisé de l'intérêt de signaler tout voyageur afin d'être pris en charge. C'est ce sur quoi nous allons travailler maintenant », a-t-il indiqué avant de conclure une précision très importante :

« Il faut dissocier les décès au covid-19 et les décès collatéraux de la covid-19. Environ 8 décès comme ça sont dans les chiffres et sont des décès collatéraux. En temps normal, les décès directs liés au covid-19 sont de 5 cas certes avec des comorbidités ».

Michel AKOETE

Cours à distance dans les universités publiques au Togo

Voici la cause des plaintes des étudiants

Les universités publiques du Togo (Lomé et Kara) ont démarré les cours à distance pour anticiper sur le programme pédagogique pendant la fermeture des portes en raison de la pandémie de coronavirus. Mais certains étudiants déjà essouffés par les coûts des forfaits internet plaident pour le paiement des tranches et des initiatives d'accompagnement.

« A votre attention, s'il vous plaît... Aidez-nous à suivre les cours en ligne ». Voilà l'alerte lancée par certains étudiants de l'Université de Kara qui ont démarré les cours depuis le 4 mai. « Les activités sont au ralenti, même le petit commerce a plombé à kara », se lamente Kossi Djo, étudiant en troisième année à UK. Comme ce dernier, ceux de l'Université de Lomé, où l'activité économique dans la capitale a été plus touchée n'arrivent pas non plus à répondre présents aux rendez-vous des explications des cours par les enseignants sur les plateformes créées à cet effet.

« Je me connecte que deux fois par semaine pour télécharger les cours et les lire (...) Depuis le démarrage, j'avoue que je n'ai jamais participé à aucune séance d'explication des cours animée directement par le professeur dans les groupes whatsapp ou sur Télégram », indique l'étudiant Noel en deuxième année de sociologie à l'Université de Lomé.

La situation est exaspérante et les étudiants déplorent le retard dans le paiement de la seconde tranche des



bourses et allocations de secours. Komi Séglo, en année de Master à la FASEG plaide pour des initiatives d'accompagnement aux étudiants non éligibles aux aides et bourses. « Tous les étudiants ne bénéficient pas des aides ou bourses à cause des critères de validation de crédits définis dans les universités

publiques », alerte-t-il.

A la date de fermeture des portes des universités publiques en mars 2020, seule la première tranche des aides et bourses a été positionnée sur les comptes bancaires des plus de 60 000 étudiants.

24heureinfo.com
NB : Titre modifié

Société

Un halo solaire aperçu dans le ciel ce mercredi matin

Un halo solaire a été observé dans le ciel, ce mercredi 27 mai dans la matinée. Un phénomène créé par des nuages de très haute altitude formés de cristaux de glace et traversés par les rayons du soleil.

Si vous avez levé la tête vers le ciel notamment vers le soleil, vous avez pu apercevoir un anneau entourant le soleil avec les couleurs de l'arc-en-ciel. Il s'agit d'un halo solaire, un phénomène optique qui se produit fréquemment. Ce phénomène apparaît lorsque les rayons de soleil traversent des nuages de haute altitude formés de cristaux de glace. Il a été aperçu à Lomé mais aussi à Cotonou au Bénin.

C'est quoi un halo solaire?

Selon le glossaire de Météo-France, l'effet combiné ou séparé de la réflexion et de la réfraction de la lumière solaire ou lunaire sur des cristaux de glace en suspension dans l'atmosphère — au sein, par exemple, de nuages élevés ou de très fines précipitations — suscite tout un ensemble de phénomènes optiques appelés halos, qui produisent des images lumineuses géométriques telles qu'anneaux, arcs, colonnes ou foyers ; ces images se forment selon des directions particulières par rapport à l'astre et à l'œil de



l'observateur, directions qui sont en étroite corrélation avec les structures géométriques des cristaux de glace et avec le parcours de la lumière au sein de ces cristaux.

Le halo le plus fréquemment observé est le halo de 22° ou halo de 22 degrés, encore appelé petit halo, qui

dessine autour du soleil ou de la lune un anneau de rayon apparent 22°, blanc avec une frange intérieure rouge ; le ciel paraît plus sombre à l'intérieur de ce halo, qui accompagne fréquemment les cirrostratus et parfois aussi, à très basse température, les stratus.

24heureinfo.com

Tourisme

L'hôtel a besoin d'un nouveau visage

L'Hôtel Kara, situé à 420 km de la capitale togolaise sera rénové par le Ministère de la Culture, du Tourisme et des Loisirs dans le cadre d'un vaste programme. Il s'agira donc de redonner vie aux infrastructures hôtelières et redynamiser le secteur touristique au Togo.



« Les travaux annoncés se répartissent en 3 lots et devront permettre de donner un nouveau visage à ce cadre d'accueil et de vie. Le financement destiné à couvrir le coût de ces travaux provient du Fonds de Promotion et de Développement du Tourisme (FPDT), gestion 2020 », lit-on sur togofirst.

Ledit ministère lance à cet effet, un appel d'offres jusqu'au 11 juin prochain.

« Si un candidat est autorisé à soumissionner pour les 3 lots, il ne peut en revanche être attributaire que d'un seul lot. Les entreprises nouvellement créées, incapables de faire la preuve de leur capacité financière par leurs états financiers des 3 dernières années, bénéficieront de conditions assouplies. Elles prouveront leur capacité financière et économique par tout autre document », informe la même source.

Depuis quelques années, le Togo se relance avec les grands événements mondiaux. Le développement commercial et le tourisme s'intensifient essentiellement des sources productives qui alimentent la demande grandissante en capacité hôtelière. Selon les chiffres du Ministère en charge du Tourisme, 48 milliards FCFA de recettes hôtelières ont été engrangées pour 8000 emplois directs créés en 2018.

Avec Horizon-news.net

Société/Protection sociale

Le rôle du programme wuri



Le Programme d'identification unique pour l'intégration régionale et l'inclusion en Afrique de l'Ouest (WURI) bénéficiera de cet appui financier et aidera à mettre en place des systèmes d'identification de base qui incluent toute personne présente physiquement dans les pays de la Cedeao, indépendamment de sa nationalité, citoyenneté ou de son statut juridique.

Il contribuera à améliorer l'accès aux services de base, tels que la protection sociale et médicale, la retraite ainsi que l'inclusion financière et numérique, l'autonomisation des femmes et des filles ainsi que la mobilité des travailleurs. Aussi, il apportera aux pays et donc au Togo, des avantages considérables, tant au niveau national que régional.

Les systèmes d'identification numérique de base peuvent jouer un rôle important dans la prestation des services de protection sociale et de santé. Ils sont indispensables, surtout en cette période de crise sanitaire parce qu'ils peuvent appuyer la prestation de services dans la communauté en permettant l'accès à une identification unique à toute personne, la facilitation des initiatives transfrontalières en reliant les systèmes nationaux.

afrique-news.info

Economie

Le Groupe Ecobank s'allie avec Google pour proposer des solutions digitales adaptées aux clients PME africaines

Le Groupe Ecobank s'est associé avec Google pour doter les Petites et Moyennes Entreprises (PME) africaines de compétences numériques pour leur développement dans un monde des affaires très concurrentiel, a appris l'Agence de presse Afreepress.

L'initiative, selon un communiqué rendu public par la banque, vise à soutenir les entreprises africaines afin qu'elles puissent conserver leur pertinence sur les marchés et réaliser leur potentiel grâce à l'adoption de solutions digitales innovantes.

« En tant que pionnier de longue date dans la fourniture des solutions digitales de pointe aux entreprises africaines, nous sommes heureux de collaborer avec Google pour mettre à disposition des facilités adéquates et pratiques, notamment : Google My Business et Google Ad. Ces produits sont spécifiquement mis au point pour répondre aux besoins de nos clients PME », a indiqué Josephine Anan-Ankomah, Directrice Exécutive Groupe en charge du pôle Commerciale de la Banque.

Selon elle, l'objectif de la banque panafricaine est d'être le partenaire de choix des PME afin de les accompagner à réussir et s'agrandir.

« C'est logique que nous nous soyons associés à Google pour aider à développer les capacités de nos clients PME. Nous cherchons fondamentalement à les aider à devenir prospères en adoptant la voie de la technologie, devenue aujourd'hui indispensable à la pérennité



des entreprises. La gamme de produits digitaux proposée par Ecobank est devenue d'autant plus pertinente que le confinement et la distanciation physique ont été imposés par la pandémie du COVID-19 », a rassuré la Directrice.

Avec sa plateforme technologique robuste, Ecobank offre 24h/24 à ses clients, des solutions pratiques qui répondent aux besoins des entreprises en matière de gestion de trésorerie, de paiements et d'encaissement.

L'institution financière attend ainsi permettre aux PME africaines de tirer pleinement profit des avantages commerciaux du numérique, notamment une approche plus relationnelle et holistique à l'égard de leurs clients

existants et potentiels.

« L'offre de produits bancaires digitaux de Ecobank, couplée à cette collaboration avec Google se présente comme un catalyseur de succès pour les PME. Cette gamme de produits digitaux sera accessible aux clients PME de Ecobank dans toute l'Afrique subsaharienne, dès le mois de mai 2020 », précise le communiqué.

Pour rappel, le Groupe Ecobank emploie plus de 15 000 employés et sert plus de 20 millions de clients à travers ses pôles services bancaires aux particuliers, aux PMI-PMEs et aux grandes entreprises dans 33 pays africains.

Afreepress.info

Economie

A Kpinzindè, Sandou-Assimarou Gnassingbé règne avec le maraîchage



La culture maraîchère est en plein essor dans le village d'Agban, canton de Kpinzindè, préfecture de la kozah. Dans ce village, Sandou-Assimarou Gnassingbé y a fondé une ferme dédiée à la culture maraîchère.

Depuis une dizaine d'année, M. Gnassingbé s'adonne à l'agriculture biologique dans cette ferme qui s'étend sur une superficie de 10 ha. Il produit dans cette ferme plusieurs variétés de légumes et fruits, plus particulièrement à contre saison.

Dans sa volonté d'apporter une innovation dans la culture maraîchère, Sandou-Assimarou Gnassingbé s'est également engagé dans la production d'oignons et de pastèques.

« Pour cette année, nous avons eu pour, un rendement de 40 tonnes, sur 2 ha de production d'oignons. Quant aux pastèques, sur 1 ha on a un rendement de 20 tonnes. On note aussi des rendements positifs au niveau des autres légumes et fruits », a-t-il laissé entendre.

Ces résultats satisfaisants

résultent de la maîtrise des itinéraires techniques en maraîchage, le système d'irrigation, du compost, gestion du travail, gestion administrative, gestion financière...

Les produits issus de cette ferme sont de qualité en termes de goût, de conservation. Ils sont vendus sur le marché local et au Bénin.

Le président de la Fédération nationale des organisations des maraîchères du Togo, également vice-président du ROPPA ambitionne de réaliser dans les jours à venir un forage. Ce qui lui permettra de s'auto servir en dehors de la rivière Sara.

Ce nouveau système d'installation va donc lui permettre de faire face aux changements climatiques, notamment aux problèmes d'eau à la rivière de Sara.

La vitalité et le potentiel de nombreuses fermes sont étroitement liés à la présence d'un secteur agroalimentaire compétitif et dynamique, attirant aussi bien les jeunes agriculteurs que les consommateurs et les citoyens.

Togobreakingnews.info

Médias/Covid-19

L'AG de l'UPF reportée, Madiambal Diagne en poste jusqu'en 2021

La maladie à coronavirus continue de dicter sa loi un peu partout. Tous les grands rendez-vous sont reportés sine die. Mêmes ceux prévus pour la fin de cette année, ont du plomb dans l'aile. C'est le cas des 49^{èmes} Assises de l'Union internationale de la presse francophone (UPF), initialement prévues pour se tenir du 7 au 10 décembre 2020 en Tunisie.

Il en est de même pour l'Assemblée générale du Comité international au cours de laquelle le bureau dirigé par le journaliste sénégalais, Madiambal Diagne, devrait être renouvelé.

Le président de cette association internationale d'hommes et de femmes de médias, a saisi les membres du comité international par une note en ce sens.

« Nous traversons, tous ensemble, une période extrêmement difficile où tous les domaines de la vie quotidienne et du travail se trouvent fortement affectés par les conséquences de la pandémie du COVID-19 », dit-il d'entrée de jeu.

Poursuivant, M. Diagne informe ses collègues que depuis la semaine dernière, l'Union est destinataire d'un



communiqué de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), annonçant le report du XVIII Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements de la Francophonie, initialement prévu les 12 et 13 décembre 2020 à Tunis, et en prélude duquel les Assises de l'UPF devraient avoir lieu.

« Ce report a inévitablement

affecté la tenue de nos 49^{èmes} Assises, initialement prévues les 7-10 décembre 2020 en Tunisie, ce qui correspond à une tradition établie depuis des années de les tenir tous les deux ans dans le pays abritant le Sommet. Qui plus est, la situation sanitaire internationale, tout comme les aléas des transports aériens entre les pays, ne permettent pas, dans un avenir immédiat, la tenue d'une réunion internationale », écrit-il.

Réuni en visioconférence le jeudi 21 mai 2020 pour discuter du report des prochaines Assises de l'UPF, le Bureau international a proposé que les 49^{èmes} Assises internationales de la Presse francophone se tiennent en 2021, toujours en marge du XVIII Sommet des Chefs d'Etats et de gouvernements de la Francophonie.

Le mois et le lieu précis de cet événement seront décidés en suivant le calendrier de l'OIF, précise-t-on.

Pour rappel, la section togolaise de l'UPF (UPF-Togo) est présidée par Loïc Lawson, directeur de publication du journal 'Flambeau des démocrates'.

Globalactu.com

Covid-19 en Afrique de l'Ouest

30 382 cas confirmés, dont 649 morts et 12 119 guéris

Depuis le premier cas détecté en Afrique de l'ouest, la covid-19 n'a cessé de faire son chemin. Le bilan à ce jour (matinée), 27 mai, est de 30 882 cas confirmés de covid-19.

La barre de 30 000 cas de coronavirus vient d'être passée. A ce jour, l'on est à 30 382 personnes infectées. Le Nigeria compte à ce jour 8 068 cas confirmés dont 233 morts et 2 311 guéris. Le Ghana quant à lui a totalisé 6 964 cas confirmés, 32 morts et 2 097 guéris.

De son côté, la Guinée est à 3 358 cas confirmés dont 20 morts et 1 783 guéris. L'un des premiers pays touchés par cette pandémie en Afrique de l'Ouest, le Sénégal, compte 37 morts et 1 565 guéris sur 3 161. La Côte d'Ivoire compte aujourd'hui 2 477 cas confirmés. Parmi eux, 30 cas de décès et 1 286 patients guéris.

La Guinée-Bissau est à 1 178 cas confirmés, 7 morts et 42 guéris. Contrairement au Mali qui comptabilise 1 077 cas confirmés, 70 morts et 617 guéris. Le Niger, la Sierra Leone, le Cap-Vert et le Burkina Faso à eux, compte 2 941 cas confirmés, dont 164 morts et 1 946 patients guéris.

On peut aussi ajouter à ses pays, le Togo qui a enregistré 391 cas confirmés, dont 13 morts et 177 guéris. Pour le Liberia, 266 personnes sont testées positives. Entre eux, 26 sont morts et 144 guéris. La Mauritanie a un effectif de 268 cas confirmés, et parmi ceux-là, 13 morts et 15 guéris. Le Bénin est visiblement le pays qui a moins de cas de décès dus au coronavirus. Il dénombre 3 morts et 118 guéris sur 208 cas confirmés. Avant lui, vient la Gambie qui n'a qu'une seule mort et 18 personnes guéris pour un total de 25 cas confirmés.

Ce bilan de cas d'infection à la COVID-19 en Afrique de l'Ouest est de 30 382 cas confirmés, 649 morts et 12 119 guéris. Alors que le 11 mai dernier, l'on était encore à 18 244 cas confirmés.

Mbaindangroa Djekornondé Adelph
Source : Togotopnews.com

Coronavirus

Pourquoi l'Algérie fait partie des trois pays les plus touchés d'Afrique

L'Algérie enregistre près de 8 700 cas confirmés de Covid-19, et un peu plus de 600 décès. Même s'ils restent largement inférieurs à ceux que connaissent d'autres États, ces chiffres la placent dans le trio des pays les plus touchés par le coronavirus sur le continent africain, derrière l'Afrique du Sud et l'Égypte.

La première explication à la situation sanitaire en Algérie est liée aux relations que le pays entretient avec l'Europe, pour des raisons économiques et historiques. L'Algérie est particulièrement tournée vers les pays de la rive nord de la Méditerranée – France, Italie, Espagne –, eux-mêmes très atteints par la pandémie.

Comme au Maroc et en Tunisie, les premiers cas confirmés sur le sol algérien dès la fin février sont donc importés du Vieux Continent par des travailleurs européens ou des Algériens résidant à l'étranger. C'est ainsi qu'au moins 16 membres d'une même famille de la wilaya de Blida, au sud-ouest d'Alger, sont contaminés. Cette zone est d'ailleurs devenue l'épicentre de l'épidémie.

Capacité de dépistage

Autre élément d'explication pour comprendre le nombre de cas enregistrés dans un pays : sa capacité à réaliser des tests. Dans le cas de l'Algérie, celle-ci a augmenté, au fil du temps. Au moment de l'apparition des premiers cas, elle était faible. Un seul laboratoire, rattaché à l'institut Pasteur sur place, était homologué pour pratiquer ces dépistages. Désormais,



d'autres sont en mesure de le faire dans des universités ou des structures privées.

Selon le journaliste algérien Akram Khariief, qui a lui-même été contaminé, c'est aussi le nombre de structures de santé en Algérie qui explique l'importance des cas recensés. « Le pays dispose d'un maillage sanitaire conséquent, avec plus de 550 hôpitaux. Il y a donc de la détection, et les patients se présentent un peu plus qu'ailleurs, puisqu'ils ont accès à ces structures hospitalières », explique-t-il. Par conséquent, plus on teste les malades,

plus les chiffres augmentent.

Un système de santé fragile mais pas saturé

Si l'Algérie présente donc un nombre de cas plus élevé que d'autres pays africains, son système de santé ne s'en trouve pas pour autant submergé pour l'instant. Son état a pourtant suscité des craintes, au début de la pandémie, avec des hôpitaux sous pression, notamment dans la wilaya de Blida, et des personnels soignants manquant de moyens et de matériel de protection.

Ces craintes étaient également

liées à la fragilité du système de santé algérien, qui manque de moyens depuis plusieurs années. « Aucun système de santé au monde n'était prêt à faire face à une situation d'une telle ampleur », explique le docteur Lyes Merabet, président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP). « La particularité du nôtre, c'est qu'il connaît des problèmes depuis des années, et que des réformes sont toujours en cours depuis une quinzaine d'années. Mais cette réforme n'a jamais été accompagnée d'une réelle volonté politique, ajoute-t-il. En 15 ans de réformes, ce sont pratiquement 10 ministres qui se sont succédé ».

Lyes Merabet précise toutefois que les services de réanimation ne sont pas saturés, actuellement. Selon le journaliste Akram Khariief, les pavillons Covid, spécialement mis en place, présentent un taux de remplissage de 60%, ce qui permet de pouvoir encore gérer correctement la situation sanitaire.

Une volonté politique

Le nombre de cas communiqués est également le résultat d'une volonté politique. Pour pouvoir gérer la crise sanitaire, bien entendu, mais pas seulement. Selon Thomas Serres, enseignant chercheur à l'université de Californie Santa Cruz, il s'agit pour le

pouvoir algérien de montrer qu'il y a une urgence. Cette volonté peut être interprétée de deux façons : d'une manière plutôt bienveillante, et à travers une lecture policière des événements.

« La manière bienveillante, c'est de dire que le régime est en profond manque de crédibilité et que, logiquement, ils ont saisi cette crise à bras le corps pour se reconstruire une stature. Je pense que pour quelqu'un comme le président Abdelmadjid Tebboune, élu en décembre, n'ayant pas de légitimité populaire, la légitimité de l'urgence est un moyen de se construire une stature », explique Thomas Serres.

« La seconde lecture – qui n'est pas bienveillante mais qui a pu faire partie de la grille de lecture des activistes algériens avec qui j'ai été en contact –, c'est le fait que ça tombait relativement bien pour mettre fin au «Hirak». Et donc, de ce point de vue, l'urgence sanitaire est prise à bras le corps, parce qu'elle permet de mettre fin à une urgence politique. »

Les « hirakistes » dénoncent en effet une répression de la part des autorités algériennes (arrestations, censure de journaux en ligne...) depuis la suspension de leurs marches hebdomadaires, mi-mars, en raison de la situation sanitaire. **Rfi.fr**

Covid-19 et canicule

L'ONU alerte sur les risques sanitaires cet été



L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a alerté mardi sur les risques sanitaires que pose le double défi de la canicule prévue cet été et de la pandémie de Covid-19, et appelé les gouvernements à se préparer.

Les risques sanitaires liés à la chaleur risquent de devenir plus importants alors que l'hémisphère nord est sur le point d'entrer dans une saison estivale avec des températures élevées, préviennent des experts en matière de santé et de climat soutenus par l'OMM.

« L'été qui approche dans l'hémisphère nord devrait marquer un nouveau record de chaleur », a indiqué la porte-parole de l'OMM, Clare Nullis Kapp, lors d'un point de presse virtuel à Genève, ajoutant que « la Covid-19 amplifie les risques sanitaires liés à la chaleur pour de nombreuses personnes ».

De nombreuses catégories de personnes sont vulnérables à la fois à la Covid-19 et à la chaleur. Il s'agit notamment des personnes âgées de plus de 65 ans et surtout celles de plus de 85 ans. Celles souffrant de problèmes de santé sous-jacents telles que les maladies cardiovasculaires, pulmonaires, du rein, diabète et obésité sont également à risque tout comme celles souffrant de problèmes de santé mentale (troubles psychiatriques, dépression).

Les travailleurs essentiels qui travaillent à l'extérieur pendant les périodes les plus chaudes de la journée ou qui travaillent dans des endroits où la température ne peut être contrôlée sont également vulnérables ainsi que le personnel de santé portant des équipements de protection individuelle.

Source : 24heureinfo.com

Justice/Afrique

Les Congolais s'interrogent sur la mort soudaine du juge chargé de l'affaire Kamerhe

Raphael Yanyi, le président du tribunal de grande instance de Kinshasa, est mort brusquement et mystérieusement dans la nuit de mardi à mercredi à Kinshasa. Ce décès du magistrat en charge du procès Vital Kamerhe, directeur de cabinet du président Tshisekedi, a surpris tout le monde en RDC.

D'après ses proches, il avait commencé sa journée normalement, mais c'est vers 16 heures que les premiers signes de faiblesse ont été constatés. Son état de santé s'est dégradé davantage dans la soirée. Raphael Yanyi a été transféré à l'hôpital vers 21 heures où son décès a été constaté. Est-ce qu'il y aura une autopsie ? C'est en tout cas la demande d'une partie de la famille, mais aucune décision n'a encore été prise.

Après l'annonce de sa mort, la situation était tendue autour de la résidence du juge. Des jeunes s'étaient mobilisés ce matin. Des barricades avaient été placées avant que la police ne se déploie et fasse usage de gaz lacrymogènes pour disperser la dizaine de manifestants.

Sur les réseaux sociaux aussi, c'est l'emballement. Chacun y va de son commentaire. On retient par exemple l'appel du mouvement citoyen Lucha qui demande que toute la lumière soit faite sur ce cas de décès. Il y a aussi l'appel de Hervé Diakiese, avocat et activiste membre du mouvement Le Congolais debout qui déclare : « Honorer sa mémoire c'est aussi poursuivre sans désespérer toutes ces actions judiciaires autour du «programme des 100 jours» ».



Pas de changement au niveau procédural pour l'affaire

La première conséquence de ce décès va être la désignation d'un nouveau juge. D'après les sources judiciaires, lorsqu'un membre de la composition est décédé, le président du tribunal désigne un nouveau juge. Dans un deuxième temps, l'ensemble des procès-verbaux des deux audiences qui avaient eu lieu dans cette affaire vont être relus.

L'autre question est de savoir qui sera le juge président dans l'affaire. Si

celui qui entre a la même ancienneté que celui qui est décédé, le nouveau juge deviendra le juge président, mais c'est assez rare. L'hypothèse la plus plausible serait de prendre le plus gradé des deux juges. A priori, au sens procédural, il n'y aura pas d'incidence sur la suite du procès, mais au niveau psychologique, perdre le juge président quand on sait que la précédente audience était tendue, pourrait laisser des traces.

Rfi.fr

Conférence de presse donnée par le Conseiller d'État et Ministre des Affaires étrangères Wang Yi sur la politique étrangère et les relations extérieures de la Chine (Suite)

Suite de la page 2

détermination de la Chine de promouvoir l'Initiative « la Ceinture et la Route » ensemble avec les pays partenaires demeurent intactes. Fidèles au principe dit « amples consultations, contribution conjointe et bénéfices partagés » et attachés au concept du développement ouvert, vert et intègre, nous œuvrerons à réaliser une coopération de haut standard au profit du bien-être social et de la soutenabilité et à faire de « la Ceinture et la Route » une voie pour le développement, la coopération et la santé de tous.

Shenzhen Satellite TV : Comment envisagez-vous de promouvoir les relations Chine-ASEAN ?

Wang Yi : Dans l'histoire des relations entre la Chine et l'ASEAN, chaque crise, que ce soit la crise financière asiatique ou la crise financière internationale, a rendu les relations entre la Chine et l'ASEAN plus étroites et leur coopération plus forte. C'est une belle illustration de l'amitié hors du commun et de la confiance mutuelle profonde entre les deux parties. Je me rappelle qu'en 2003, après l'apparition du SRAS, la première réunion multilatérale était celle tenue entre la Chine et l'ASEAN. Il en est de même dans la lutte contre le COVID-19. Le 20 février dernier, à la réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères Chine-ASEAN sur le COVID-19, tous les ministres, côte à côte et main dans la main, ont dit ensemble et à haute voix : « Allez Wuhan ! Allez la Chine ! Allez l'ASEAN ! » Cette image émouvante encourage aujourd'hui encore les peuples de la Chine et des pays de l'ASEAN.

Grâce aux efforts conjugués des deux parties, la coopération Chine-ASEAN a enregistré une belle croissance malgré les énormes difficultés causées par le COVID-19. Dans le premier trimestre, le volume des échanges de marchandises entre la Chine et l'ASEAN a augmenté de 6,1% pour dépasser les 140 milliards de dollars américains. L'ASEAN est ainsi devenue pour la première fois le premier partenaire commercial de la Chine. Il s'agit là d'un « vote de confiance » que les deux parties se sont fait quant aux perspectives de développement de l'une et de l'autre face aux défis communs. Comme l'ont dit des ministres des Affaires étrangères des pays de l'ASEAN, ce qui ne nous tue pas nous rend plus forts, et nous sortirons renforcés des épreuves.

Après la pluie, l'arc-en-ciel. La Chine continuera de considérer l'ASEAN comme une priorité dans sa diplomatie de voisinage, de soutenir le rôle central de l'ASEAN dans la coopération en Asie de l'Est et de rester fidèle ensemble avec les pays de l'ASEAN à l'esprit de la confiance mutuelle, de la compréhension réciproque, des bénéfices partagés et de l'entraide afin de faire progresser encore davantage nos relations. Nous accélérerons la coopération dans la reprise des activités pour combler les pertes causées par le COVID-19. Nous renforcerons la synergie entre l'Initiative « la Ceinture et la Route » et le Plan de développement de l'ASEAN et élargirons la coopération dans les domaines émergents tels que la ville intelligente, l'intelligence artificielle et l'e-commerce. Nous défendrons le système commercial multilatéral et travaillerons ensemble à la signature d'ici fin d'année de l'accord de RCEP, en vue d'élever le niveau d'intégration économique. Nous contribuerons à la mise en place d'un

mécanisme régional de liaison pour les urgences de santé publique et d'une réserve régionale de matériel destinée à la lutte contre les épidémies, pour promouvoir la coopération sur la santé publique et renforcer les capacités de réaction aux crises. Nous ferons valoir le rôle des projets phares comme la Bourse des jeunes leaders Chine-ASEAN pour promouvoir les échanges humains et culturels. Et nous renforcerons la coopération en matière d'économie bleue et de protection environnementale et favoriserons le développement durable dans l'intérêt des peuples de la région.

L'année prochaine marquera le 30e anniversaire de l'établissement des relations de dialogue entre la Chine et l'ASEAN. C'est un autre jalon important dans les annales des relations entre les deux parties. Nous sommes convaincus que les relations Chine-ASEAN, qui auront alors 30 ans, gagneront davantage en maturité et en confiance, et que les deux parties avanceront d'un pas plus assuré et plus ferme vers une communauté d'avenir partagé encore plus solide.

Yonhap News Agency : À votre avis, dans quel sens devront évoluer la situation dans la Péninsule et le dialogue entre la RPDC et les États-Unis ?

Wang Yi : Le maintien de la communication et du dialogue entre la RPDC et les États-Unis est un préalable important pour aplanir leurs divergences et favoriser le règlement de la question de la Péninsule coréenne. Comme on dit souvent, mieux vaut se parler que l'absence de tout dialogue. La partie chinoise est heureuse de voir les dirigeants de la RPDC et des États-Unis maintenir des interactions, et espère que les deux parties reprendront au plus tôt leurs dialogues et contacts utiles. Cela dit, le renforcement de la confiance mutuelle entre la RPDC et les États-Unis et la sortie de l'impasse actuelle nécessitent surtout des actes concrets. Autrement dit, pour résoudre effectivement la question de la Péninsule coréenne, il faut non seulement se mettre à la table de discussions, mais aussi et surtout se lancer dans l'action.

Nous avons constaté que la RPDC avait pris ces dernières années beaucoup de mesures dans le sens de l'apaisement de la tension et de la dénucléarisation, sans, malheureusement, obtenir de réponses substantielles des États-Unis. Voilà une raison importante de l'impasse du dialogue RPDC-États-Unis. Actuellement, les incertitudes se multiplient autour de la question nucléaire de la Péninsule coréenne. La Chine et la Russie ont depuis longtemps soumis conjointement au Conseil de Sécurité un projet de résolution sur le règlement politique de la question de la Péninsule coréenne, et proposé plusieurs fois au Conseil de lancer des discussions sur la clause de réversibilité des sanctions contre la RPDC, pour aider à atténuer ses difficultés économiques et en matière de conditions de vie de la population et créer des conditions favorables au règlement politique de la question. Nous espérons que la partie américaine et les autres parties concernées le prendront sérieusement en considération et cesseront de détériorer les acquis du dialogue obtenus au prix de grands efforts. La piste de solution de la question nucléaire dans la Péninsule coréenne est déjà claire : il faut poursuivre l'« approche à double voie », à savoir la dénucléarisation et l'établissement d'un mécanisme de paix, et élaborer au plus tôt une feuille de route permettant des progrès graduels et parallèles

pour ne pas manquer une nouvelle fois cette opportunité précieuse de régler la question.

The Paper : Craignez-vous que les questions liées à Taiwan n'aient un impact négatif supplémentaire sur les relations sino-américaines ?

Wang Yi : Les 23 millions de Taiwanais sont nos compatriotes de chair et de sang. Nous suivons de très près l'évolution du COVID-19 dans l'île, et la santé et la sécurité de nos compatriotes de Taiwan nous tiennent à cœur. Depuis le début du COVID-19, nous avons accompagné soigneusement nos compatriotes de Taiwan qui se trouvent dans la partie continentale de la Chine ou à l'étranger. Et nous ferons de notre mieux pour répondre aux besoins futurs de nos compatriotes de Taiwan dans ce combat contre le COVID-19.

Sur la base du principe d'une seule Chine, le gouvernement chinois et l'OMS ont pris des dispositions appropriées sur la participation de la région chinoise de Taiwan dans les affaires sanitaires mondiales. La région de Taiwan et l'OMS ainsi que ses États membres ont des canaux tout à fait ouverts pour partager des informations ou développer des coopérations et échanges entre experts. Il n'y a jamais eu d'obstacles techniques ni de failles dans la lutte contre le COVID-19. Faisant fi du bien-être des Taiwanais, les autorités taiwanaises ont refusé de reconnaître le Consensus de 1992 selon lequel les deux côtés du détroit de Taiwan appartiennent à la seule Chine, et elles ont fermé elles-mêmes la porte des consultations inter-détroit pour le règlement des questions liées aux relations extérieures.

La question de Taiwan relève des affaires intérieures de la Chine. Le principe d'une seule Chine est un consensus universel de la communauté internationale et également le fondement politique des relations entre la Chine et tous les pays ayant des relations diplomatiques avec elle. Nous nous opposons fermement aux échanges officiels avec les autorités taiwanaises sous le prétexte de la coopération contre le COVID-19. Nous nous opposons fermement à la violation du principe d'une seule Chine et à la recherche du prétendu espace international pour Taiwan. Et nous nous opposons fermement à ce que les forces extérieures encouragent et enhardissent les éléments séparatistes à « profiter de cette maladie pour réaliser l'indépendance de Taiwan ».

La réunification des deux rives du détroit est une tendance inéluctable de l'Histoire qu'aucun individu ni aucune force ne sauraient arrêter. Nous exhortons la partie américaine à prendre pleinement conscience de la haute sensibilité de la question de Taiwan et à observer scrupuleusement le principe d'une seule Chine et les trois communiqués conjoints sino-américains. Nous conseillons à la partie américaine de renoncer à ses illusions et d'abandonner les calculs liés à son agenda intérieur. Et nous demandons solennellement à la partie américaine de ne pas défier la ligne rouge de la Chine et de ne pas sous-estimer la détermination des 1,4 milliard de Chinois à défendre l'unité nationale.

The Straits Times : Certains pensent que la Chine profite du COVID-19 pour multiplier les activités en Mer de Chine méridionale. Quel est votre commentaire ? Est-ce que cela impactera les consultations sur un « Code de conduite en Mer de Chine méridionale » (COC) ?

Wang Yi : L'allégation laissant croire que la Chine profite du COVID-19 pour

accroître sa présence en Mer de Chine méridionale est totalement absurde. La réalité est que ces derniers temps, la Chine a concentré ses efforts dans la coopération avec les pays de l'ASEAN face au COVID-19. Les deux parties se sont soutenues et entraînées, et leur confiance mutuelle a été renforcée. Des navires et des avions, chargés de matériel de lutte contre le COVID-19, font des navettes dans la région, faisant de la Mer de Chine méridionale une mer de solidarité et de coopération pour la Chine et les pays de l'ASEAN. En comparaison de cela, quelques pays non régionaux continuent d'y envoyer des avions et navires militaires pour montrer leur muscle, de semer la discorde entre la Chine et les pays de l'ASEAN et de saper par tous les moyens la stabilité régionale obtenue au prix de gros efforts. Ces pratiques sont malintentionnées et ignobles.

Ces dernières années, la Chine et les pays de l'ASEAN ont déployé des efforts communs qui ont permis la stabilisation et l'amélioration continue de la situation en Mer de Chine méridionale. Leur coopération en matière de sauvetage maritime, de protection de l'environnement maritime et d'études maritimes a donné beaucoup de résultats positifs. Les consultations sur le COC avancent aussi rapidement et le texte en est à sa deuxième lecture. La Chine et les pays de l'ASEAN ont déjà un consensus clair pour conclure rapidement le COC. Notre confiance et notre détermination d'atteindre cet objectif restent fermes et ne sont soumises à aucune interférence et tentative de sabotage extérieure. La Chine continuera de renforcer sa coordination avec les pays de l'ASEAN, pour reprendre au plus vite les consultations suspendues à cause du COVID-19, et d'explorer activement de nouvelles modalités de coopération en mer, afin de préserver effectivement la paix, la stabilité, le développement et la prospérité de cette région.

China News : Pourriez-vous nous parler des mesures que le Ministère des Affaires étrangères et les missions diplomatiques de Chine ont prises pour aider les ressortissants chinois à l'étranger en difficulté ?

Wang Yi : Depuis l'apparition du COVID-19, les ressortissants chinois à l'étranger se trouvent toujours au centre des soucis de la Mère-Patrie. Comme le Secrétaire général Xi Jinping l'a souligné à plusieurs reprises, il faut protéger effectivement la sécurité et la santé de nos concitoyens à l'étranger. Le Ministère des Affaires étrangères et les missions diplomatiques et consulaires chinoises à travers le monde ont agi rapidement et se sont pleinement mobilisés pour que chacun de nos concitoyens à l'étranger puisse bénéficier de la sollicitude et de l'accompagnement du Parti et de l'État. Une action spécifique de protection consulaire sans précédent a ainsi été lancée à l'échelle mondiale.

Nous avons pris contact avec les ressortissants chinois dans les différents pays pour aider à répondre à leurs besoins et invité des experts de renom pour organiser des visioconférences pour que les étudiants chinois à l'étranger puissent apprendre à mieux se protéger. Plus de 20 missions d'experts ont été envoyées dans différents pays pour donner des recommandations ou des services aux ressortissants chinois. Nous avons sollicité des ressources de diagnostic et de traitement sur place et à distance pour mieux servir nos ressortissants. Nous suivons de très près la situation des étudiants chinois à l'étranger, et nous avons fait parvenir par tous les moyens plus d'un million de « kits de

protection anti-COVID-19 » à chaque étudiant à l'étranger qui en avait besoin.

Le numéro vert 12308 de la protection consulaire du Ministère des Affaires étrangères est en service 24h/24 et 7/7. Rien qu'en mars et en avril, nous avons reçu plus de 200 000 appels, soit plus de 3 600 par jour. Accordant une haute importance à chaque appel reçu, nous avons veillé à ce que chaque demande soit enregistrée et traitée, et assuré l'efficacité de cette ligne verte pour répondre aux besoins de nos ressortissants à l'étranger.

Au début du COVID-19, nous avons rapatrié les Chinois bloqués à l'étranger par vols charter. Suite à l'aggravation de la situation dans le monde, nous avons coordonné des vols pour rapatrier progressivement nos compatriotes en difficulté.

Servir le peuple est une vocation immuable de la diplomatie chinoise. Dans cette période particulière, tous nos ambassadeurs et nos collègues des missions diplomatiques et consulaires, faisant preuve d'un sens aigu des responsabilités, ont consenti d'énormes sacrifices au mépris des risques de contamination et rempli fidèlement leurs missions. Chers compatriotes à l'étranger, où que vous soyez, la patrie est toujours derrière vous, nos missions diplomatiques et consulaires sont toujours à votre côté.

Associated Press of Pakistan : Comment voyez-vous la situation actuelle en Afghanistan ?

Wang Yi : Généralement reconnu comme le cœur de l'Asie, l'Afghanistan a une influence majeure sur la paix et la stabilité régionales. La situation évolue rapidement en Afghanistan, et le pays est plus proche que jamais de la réalisation de la paix. Pourtant, le chemin devant lui n'est pas sans embûches. Il a encore à accomplir cinq tâches urgentes :

Premièrement, renforcer l'unité du gouvernement. Nous saluons la conclusion de l'accord entre le Président Ashraf Ghani et le Dr Abdullah Abdullah sur la formation d'un gouvernement d'union nationale, et espérons qu'il entrera rapidement en fonctionnement normal. Deuxièmement, mettre en place une structure de négociation de paix. Nous appelons les différentes parties afghanes à cesser le feu immédiatement et à conclure au plus tôt un arrangement de négociations internes, pour engager des discussions sur l'architecture future de l'État. Troisièmement, réaliser un retrait adéquat et en bon ordre des troupes. Les États-Unis doivent effectuer de manière responsable le retrait de leurs troupes et éviter de compromettre les intérêts de l'Afghanistan et des autres pays de la région. Quatrièmement, combattre le terrorisme. Les différentes parties doivent redoubler d'efforts dans la lutte contre le terrorisme pour éviter la recrudescence des forces terroristes de tous bords. Cinquièmement, gagner du soutien extérieur. Le pays doit continuer à améliorer ses relations avec le Pakistan et d'autres pays pour obtenir davantage de soutiens et de coopération de la communauté internationale à son processus de paix et de réconciliation.

La Suite dans notre prochaine Parution



TOUS SOLIDAIRES FACE AU COVID-19



FRAIS SUR TOUS VOS
PAIEMENTS DE FACTURE
VIA **TMoney** AU ***145#**

**TOGOCOM
CHANGE
POUR VOUS**



Service client : 888 | 119

 Togocel | Tgtmng

 @togocel_tg | @togotelecom1

www.togocel.tg | www.togotelecom.tg

Groupe Forum Presse (GFP)

Directeur Général chargé de la Publication

Jean-Baptiste K. D. DZILAN

(alias Dimas DZIKODO)

B.P. 81 129 Lomé-TOGO

Siège : Ancien Immeuble Air Burkina Tokoin Wuiti

Tél 22 61 14 72 / 93 53 54 55 Fax 22-22-09-51

E-mail : forumquotidien@gmail.com

Récépissé n°200/15/05/03/HAAC

Directeur de Rédaction

Comité de Rédaction

Ayi ATAYI

Kiwi AMEGAH-WOVOE

Michel AKOETE

Infographie

ALLYN EKOUÉ MOBALI

Directeur Commercial : Norbert APETOH

Technicien Informatique: Mobali E. ALLYN

Imprimerie SDR (22 22 06 49)

Tirage : 5000 exemplaires